

L'HISTOIRE PAR LE BOUT D'UNE LORGNETTE IDÉOLOGIQUE

LES COMMUNISTES ET LE 1ER NOVEMBRE 54

socialgerie 27 août 2009

(Date de rédaction antérieure : 6 novembre 2005).

par Sadek Hadjerès [1]

Le Monde du 5 Novembre dernier a publié sur plusieurs colonnes un article de Jacques Charby sous le titre : « *Henri Alleg : une mémoire algérienne communiste* ».

Charby avance, à propos d'une phrase d'un communiqué du PCF (qu'il extrait de son contexte et sur laquelle je reviens plus loin) : « *on constate à quel point les partis communistes (algérien et français) étaient coupés de ceux qui allaient déclencher l'insurrection, contrairement à ce que veut nous faire croire aujourd'hui encore Henri Alleg* ».

Je connais les périodes et les faits auxquels croit pouvoir se référer Jacques Charby ; je les ai vécus sur le terrain en Algérie entre 1954 à 1962. J'étais alors membre de la direction du PCA (au bureau politique à partir d'avril 1955) et responsable national adjoint des « Combattants de la Libération », formation tournée vers la lutte armée qui a commencé à être mise sur pied en février 1955 par le secrétariat PCA après les trois premiers mois de l'insurrection. Les dirigeants du FLN tardaient en effet au départ, (pour diverses raisons que je ne détaille pas ici) à répondre à nos demandes pressantes de contact officiel (car il y en avait d'informels). Nos groupes ainsi constitués ont mené quelques actions avant d'être effectivement intégrés dans les rangs de l'ALN suite aux accords FIN-PCA de mai-juin 1956 ; ils portaient sur plusieurs points, conclus entre Abbane et Benkhedda du côté FLN, Bachir Hadj Ali et moi même du côté communiste.

Deux raisons m'incitent à m'inscrire en faux contre l'opinion exprimée par Jacques Charby.

D'abord, le souci de la vérité historique. Si chacun, à travers ses lunettes idéologiques, a le droit d'interpréter les faits, il n'a pas le droit de les inventer, les nier ou les travestir,

Ensuite, les interprétations de Charby, procès d'intention beaucoup plus qu'analyses factuelles, sont improductives, pour ne pas dire plus.

Elles restent enlisées dans une logique et des pratiques compréhensibles au temps des passions, des occultations et des déformations propagandistes il y a une cinquantaine d'années, mais de plus en plus dépassées.

Elles ne servent en rien les intérêts et la solution des problèmes rencontrés aujourd'hui des deux côtés de la Méditerranée.

A la veille de l'insurrection

Charby reprend la tarte à la crème des pourfendeurs du PCA qui, durant les lourdes décennies algériennes du parti et de la pensée uniques, déniaient aux militants du PCA et à leurs dirigeants, en cette veille d'insurrection, à la fois une sensibilité nationale, une volonté d'œuvrer à l'indépendance et une bonne perception des aspirations militantes et populaires au recours à la lutte armée.

Mais en 2005, Charby n'aurait-il pas gagné à consulter sereinement les documents de l'époque, les ouvrages parus depuis, et interroger ceux parmi les dirigeants algériens survivants que les répressions et les occultations d'après l'indépendance ont empêchés de répondre à la soif d'informations véridiques ? N'aurait-il pas dû, comme tout bon journaliste ou historien, poser à ceux qu'il prétend « hors du coup » la question suivante : « Où étiez-vous, que pensiez-vous et que faisiez-vous dans la semaine qui a précédé l'insurrection » ?

Il aurait alors appris que le week-end avant celui de la Toussaint, Bachir Hadj Ali et moi-même étions allés à Tizi Rached, localité de Grande Kabylie et un des hauts lieux de la ferveur patriotique de l'époque. Nous y étions à l'invitation de la cellule locale du parti en raison de l'ébullition dans la région et des signes

avant-coureurs d'évènements imminents. La réunion s'est déroulée au domicile de l'instituteur Jean Galland, un camarade persécuté par les autorités coloniales qui le mutaient périodiquement d'un poste à l'autre en raison de ses activités politiques. Il a amplement relaté les évènements de ces années dans son ouvrage "*En Algérie du temps de la France*" (éditions Tiresias).

Lui même avait discuté à son domicile toute une nuit au mois de juin précédent avec Amar Ouamrane, maquisard depuis 1946, un des initiateurs de l'insurrection et qui sera après 1954, colonel dirigeant la wilaya IV (Algérie centrale). [2] [Amar Ouamrane](#)

Moi même j'avais rencontré Ouamrane deux ans auparavant à Alger sur les hauteurs du Telemly en compagnie de notre ami commun Said Akli. Je lui avais remis à cette occasion l'ouvrage « *L'Ob-kom clandestin à l'œuvre* » dans lequel son auteur, Fedorov, relate dans le détail les luttes victorieuses des partisans qu'il avait dirigées durant la seconde guerre mondiale en Biélorussie contre les occupants nazis.

Notre réunion de Tizi Rached regroupait des camarades nouveaux adhérents ou anciens membres du PPA et proches de l'OS (organisation spéciale du PPA). Les indications recueillies sur les évolutions locales nous ont paru si importantes qu'une réunion élargie à d'autres participants patriotes fut programmée avec Bachir Hadj Ali.

Elle se tint le week-end suivant à la section de Ath Yanni, une zone voisine. Les discussions jusque tard dans la nuit tournèrent presque exclusivement sur ce qu'il convenait de faire dès l'apparition fortement probable d'actions armées. Au petit matin, les supputations étaient devenues réalité. Le chemin du retour vers Alger fut entrecoupé d'innombrables contrôles de police, armée et gendarmerie française sur pied de guerre. Et Bachir confiait au camarade instituteur qui le véhiculait : « *pourvu que ça dure !* ». [3] [le 1er novembre 1954, chez les Benni Yenni](#)

Je m'en tiens à ce témoignage. Je pourrais en citer d'autres en diverses régions sensibles du pays, ils ne feraient que refléter sous des formes différentes le même état d'esprit des communistes algériens à la veille de l'insurrection

Mûrissement et problèmes d'une insurrection

En fait les parti-pris idéologiques ne favorisent pas une vision objective du contexte algérien à la veille de l'insurrection. Depuis quelques années déjà, bien que dans le cadre légal et en butte aux répressions comme l'étaient aussi le MTLD (messaliste ou centraliste), l'UDMA et les Oulama, le PCA exprimait dans ses activités et ses prises de position ce que ressentait, plus fortement encore durant l'été et l'automne 54, un peuple électrisé par Dien bien Phu, par l'action des fellagas tunisiens et par le bouillonnement de la révolte marocaine. Le PCA amplifiait l'écho de ces changements, appelait à s'en solidariser, insistant sur le fait que face à l'obstination coloniale, ils annonçaient la tempête.

Quand le quotidien français « Le Monde », dans les semaines qui ont précédé l'insurrection, avançait imprudemment l'analyse selon laquelle l'Algérie restait une oasis de paix au milieu d'une Afrique du Nord qui brûlait à ses extrémités, Bachir Hadj Ali, secrétaire du PCA, réfutait ce point de vue sur toute la première page de « *Liberté* », ce qui lui valut, ainsi que Larbi Bouhali le premier secrétaire, d'être un peu plus contraint à une vie semi-clandestine. L'Algérie, écrivait-il, corps central et ardent du grand oiseau qu'était le Maghreb, ne pouvait échapper à l'incendie alors que ses deux ailes avaient pris feu. Deux membres du Bureau Politique, dont je ne faisais pas encore partie, m'ont confié que peu de temps après Dien-Bien-Phu, la question a été soulevée dans cette instance d'une réflexion plus poussée sur l'éventualité d'une éclosion en Algérie d'actions armées patriotiques.

À cette époque, notre préoccupation n'était pas qu'une explosion de ce genre puisse survenir. Sa préparation par une minorité d'activistes issus de l'OS (organisation spéciale mise en place par l'aile radicale du PPA en 1947) était un secret de Polichinelle, tant pour les militants algériens que pour les services français. Notre souci et nos préoccupations tenaient à l'état d'impréparation politique des formations nationalistes, frappées à ce moment là d'une crise et de divisions profondes. Le nationalisme algérien serait-il, comme ce fut le cas au Viet Nam, en mesure d'élaborer et mettre en œuvre des orientations politiques à la hauteur d'une mutation aussi importante des formes de lutte, dans des conditions plus défavorables par certains côtés que celles de l'Indochine ?

C'est une préoccupation dont les activistes du futur FLN ne tenaient pas suffisamment compte, polarisés avant tout sur les préparatifs techniques du soulèvement et porteurs même d'un certain mépris ou d'une sous-estimation de sa dimension et de ses implications politiques. La suite des événements confirmera que nos inquiétudes n'étaient pas vaines. L'insurrection et sa répression par les colonialistes ont induit un dépassement de la crise interne (et non sa solution) grâce à l'entrée en mouvement de larges masses populaires et grâce aux premiers efforts de politisation impulsés jusqu'en 1956 par le duo Ben Mehidi-Abbane. Mais de multiples dérives et sérieuses défaillances politiques aujourd'hui mieux connues sont survenues. Le succès final, reconnaissance formelle de l'indépendance nationale, fut acquis grâce à un environnement régional et international exceptionnellement favorable, au prix de sacrifices démesurés de la population mais aussi et surtout au prix de conséquences négatives sur les futures institutions et de l'instauration de mœurs socio-politiques générées par les pratiques perverses du temps de guerre.

L'Algérie indépendante continue d'en payer le prix.

On comprend mieux ainsi les appels à la vigilance envers les dérives de la lutte armée que le PCA n'a cessé de lancer depuis le début jusqu'à la fin de la guerre (en particulier par ses lettres adressées au GPRA depuis Alger en 1959). Ces observations critiques ne signifiaient en aucune façon un désaveu de la lutte armée, conséquence logique de l'obstination colonialiste. La mise en garde contenue dans le communiqué du PCF cité par Charby n'avait pas d'autre signification, en dépit d'une formulation maladroite, que Bachir Hadj Ali avait signalée sans résultat aux auteurs du communiqué avant sa publication. De la même façon plus tard nous avons considéré que le vote du PCF en faveur des pouvoirs spéciaux résultait d'une erreur d'appréciation de sa part sur les dirigeants socialistes (qu'il corrigea trois mois plus tard) mais qui ne mettait pas en cause sa volonté de solidarité politique anticolonialiste.

Il faut un solide parti-pris idéologique à Charby pour lui donner à ces démarches du PCF une interprétation grotesque « *les colonialistes organisateurs du soulèvement algérien !* ». Que ne se souvient-il du malaise éprouvé par nombre d'amis et de soutiens français à la cause algérienne face à plusieurs dérives qui avaient entaché le légitime combat armé, sans qu'ils aient osé, par scrupule compréhensible, se démarquer publiquement comme l'avait fait le PCF.

Cinquante ans après, une double exigence

Les enseignements généralement tirés aujourd'hui de la guerre d'Algérie, me laissent penser que les jugements de Charby n'ont pas tiré profit des éclairages apportés par les décennies écoulées. Non seulement infondés, ils sont aussi inappropriés à un examen utile des problèmes aigus que connaissent aujourd'hui l'Algérie et la France, aux rassemblements nécessaires et à leur solution.

Le fait est largement reconnu : nombre d'occultations, de préjugés et de lieux communs qui avaient été exacerbés par les passions du temps de guerre et les appétits de pouvoir des clans dirigeants ont longtemps trompé les publicistes qui consciemment ou non leur ont emboîté le pas.

Ils ont déformé, souvent grossièrement, la trame historique et la substance du combat algérien à l'encontre pas seulement des communistes mais aussi des courants nationalistes qui se démarquaient ou s'opposaient à des pratiques nocives, celles du temps de guerre ou celles qui se sont perpétuées après l'indépendance.

Ces pratiques propagandistes ont systématiquement et unilatéralement privilégié l'activisme armé (surtout celui des factions au pouvoir), cherchant du même coup à discréditer la mobilisation et les orientations politiques qui visaient à donner aux objectifs et aux pratiques du combat armé un contenu démocratique et social garant de l'efficacité et de l'union dans l'immédiat, mais aussi investissement politique inestimable pour l'avenir.

Avec le recul du temps, chez nombre d'acteurs algériens nationalistes ou des sympathisants français de la guerre d'indépendance, y compris d'anciens participants du réseau Jeanson, a grandi une double exigence. D'abord celle d'une approche plus objective par la recherche et la diffusion d'informations longtemps et sciemment occultées. En même temps, la nécessité d'une réflexion rétrospective qui contribue aux convergences indispensables à la solution des problèmes d'aujourd'hui grâce aux leçons tirées des divisions passées.

C'est selon moi le mérite de Henri Alleg à travers son autobiographie, d'avoir proposé aux lecteurs de différentes sensibilités idéologiques et politiques l'ample et vivante toile de fond d'un demi siècle de problèmes et de luttes algériennes, ouverte aux réflexions et échanges constructifs.

Nombreux sont les media français et algériens, indépendamment de leurs opinions sur différents épisodes relatés, qui ont rendu compte de cet apport historique, politique et humain.

Le commentaire de J Charby élude cet apport majeur en quatre petites lignes d'un hommage formel rendu à celui qui a dénoncé les tortures coloniales dans les conditions difficiles et avec le retentissement international que l'on sait. Précaution de style liminaire de la part de Charby, comme pour se libérer d'une corvée avant de s'engouffrer dans un dédale de polémiques stériles auxquelles peu d'Algériens et de Français se laissent encore prendre. Du moins dans la version selon laquelle l'engagement de Alleg et de ses compagnons n'aurait été qu'un ralliement contraint, tardif et opportuniste à l'initiative historique du 1er novembre, car, dixit Charby, Alleg et ses compagnons n'auraient ni pressenti la survenue ni saisi la justesse et la portée de l'événement.

Qui peut vraiment croire, à part des sectaires enfermés dans leurs rancœurs partisans, que le courage et les sacrifices consentis par Alleg et les centaines de ses camarades auraient été humainement possibles s'ils n'avaient été sous-tendus par une conviction enracinée de la justesse de ce combat, résultat d'une adhésion politique de longue date et de l'attachement humain à une cause nationale inséparable de leur internationalisme ?

Jacques Charby s'est trompé tout simplement d'époque.

Les efforts de recherche historique et les échanges politiques sereins liés aux nouveaux enjeux sont en train de remettre en cause bien des passions et bien des mythes idéologiques algériens et français qui ont entouré la guerre d'indépendance.

Les clarifications se poursuivront en dépit des visions attardées et des réflexes d'une autre époque.

S. H.

Documents joints

-
- [Amar Ouamrane](#) (PDF – 85.2 ko)
-

juin 1954

extraits du livre "En Algérie du temps de la France" ; ed. Tiresias, 1999.

- [le 1er novembre 1954, chez les Benni Yenni](#) (PDF – 113.6 ko)
-

1er novembre 1954

extraits du livre "En Algérie du temps de la France" ; ed. Tiresias, 1999.

Notes

[1] dirigeant politique algérien, nationaliste puis communiste, de 1944 à 1990, chercheur en Géopolitique

[2] voir livre « En Algérie du temps de la France » de Jean Galland, Editions Tiresias, 1999

[3] voir livre de Jean Galland "En Algérie du temps de la France" (éditions Tiresias) 1999